

Résolution présentée par la délégation du

Canada

Thème Droits politiques et sociaux

Concerne la dépénalisation de l'homosexualité qui mènerait *in fine* à la légalisation du mariage civil homosexuel

L'Assemblée Générale,

Choquée par la violence des propos, des actes et des mesures infligés aux personnes homosexuelles, échappant à toute considération de la dignité humaine,

Déplorant l'inégalité des droits qu'elles subissent en raison de leur orientation sexuelle, notamment des actes oppressants, effrayants et funestes comme la discrimination à l'embauche, les diffamations et atteintes à l'honneur, la précarité, le suicide, les tortures, les thérapies traumatisantes de conversion,

Outrée par le fait que 8 pays condamnent encore à mort l'homosexualité, que 80% des jeunes homosexuels mènent une double vie et se cachent, et que 50% des LGBT+ sont victimes d'agressions homophobes,

Rappelant que, selon la déclaration des droits de l'homme: « tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits », qu'environ 3% de la population est homosexuelle (soit environ 200 millions de personnes), et que l'homosexualité est naturelle et présente chez plus de 450 espèces animales,

Soutenant qu'une société condamnant tout acte homophobe serait plus juste, plus paisible, et plus sûre, et qu'un Etat se doit de garantir à toutes et à tous leurs droits fondamentaux,

Décide de tendre vers une pénalisation de tout acte homophobe;

que tous les pays reconnaissent la nécessité d'une dépénalisation de l'homosexualité;

d'encourager les Etats à reconnaître le mariage civil homosexuel.

Le texte français fait foi.